

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 27 février 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Balance des paiements internationaux du Canada, quatrième trimestre de 2013	2
Le déficit du compte courant du Canada (données désaisonnalisées) a augmenté de 1,2 milliard de dollars pour atteindre 16,0 milliards de dollars au quatrième trimestre, en raison surtout d'un déficit plus marqué du commerce des biens. Dans le compte financier (données non désaisonnalisées), l'augmentation des dépôts en devise étrangère détenus par les non-résidents au Canada a alimenté les rentrées de fonds de l'étranger au cours du trimestre.	
Emploi, rémunération et heures de travail, décembre 2013	11
La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 933 \$ en décembre, en hausse de 0,9 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 2,9 %.	
Étude : Les avantages à long terme sur le marché du travail associés aux études postsecondaires, 1991 à 2010	19
Refuges pour femmes violentées, 2012	20
Services de restauration et débits de boissons, décembre 2013	23
Statistiques laitières, décembre 2013	25
Bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier, 2012	26
Nouveaux produits et études	27



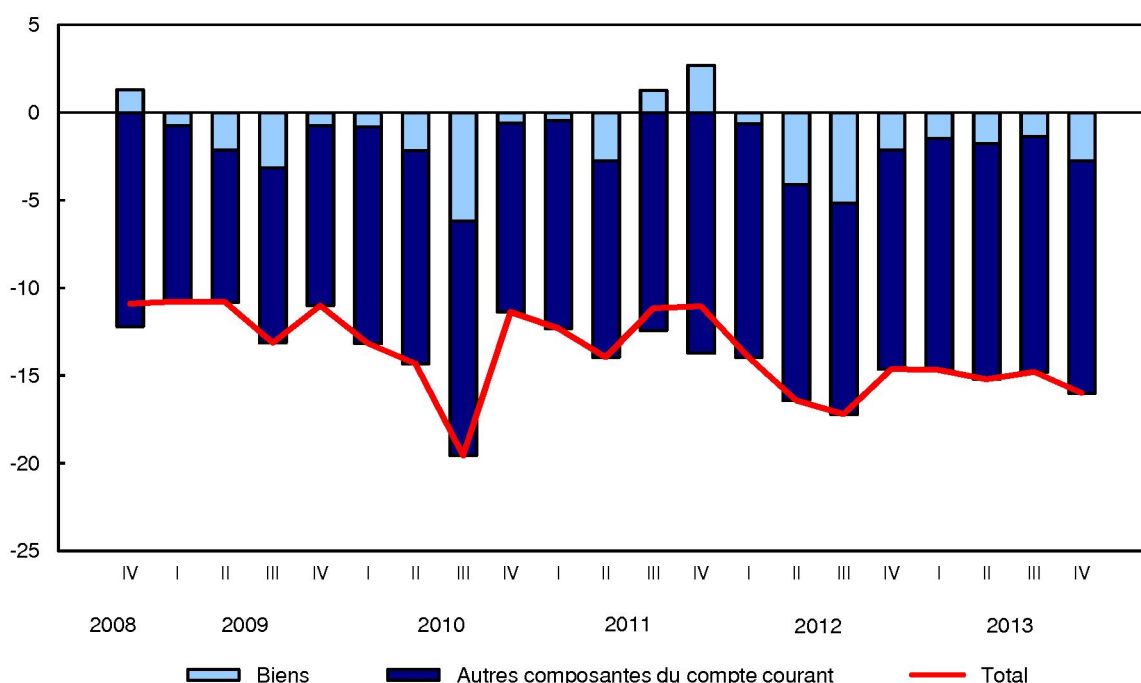
Communiqués

Balance des paiements internationaux du Canada, quatrième trimestre de 2013

Le déficit du compte courant du Canada (en données désaisonnalisées) a augmenté de 1,2 milliard de dollars pour atteindre 16,0 milliards de dollars au quatrième trimestre. Cette augmentation était en grande partie attribuable à un plus grand déficit du commerce des biens.

Graphique 1 Soldes du compte courant

milliards de dollars



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.

Dans le compte financier (en données non désaisonnalisées), l'augmentation des dépôts en devise étrangère détenus par les non-résidents au Canada a surtout alimenté les rentrées de fonds de l'étranger au cours du trimestre.

Compte courant

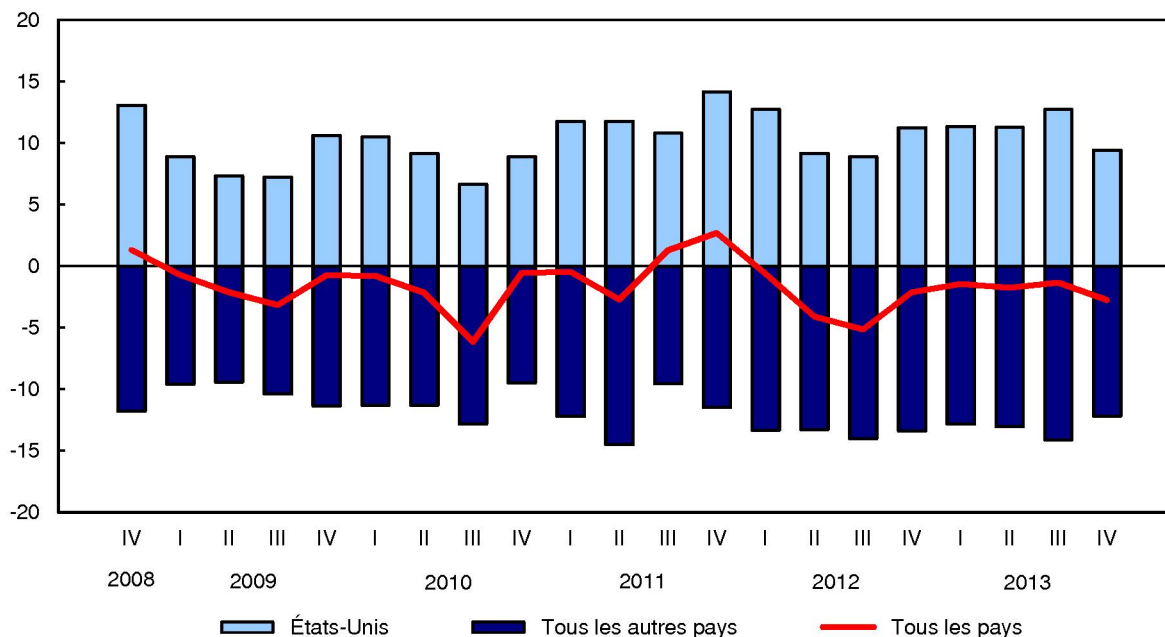
Augmentation du déficit du commerce des biens

Le déficit du commerce international des biens a augmenté de 1,4 milliard de dollars pour atteindre 2,7 milliards de dollars au quatrième trimestre, les exportations s'étant repliées et les importations s'étant accrues. L'excédent commercial avec les États-Unis a fléchi de 3,3 milliards de dollars en raison d'un renforcement des importations (en

hausse de 2,4 milliards de dollars) et d'un affaiblissement des exportations, les deux phénomènes étant dominés par les variations du pétrole brut. Le rétrécissement du déficit avec le reste du monde a eu un effet modérateur alors que les importations de pétrole brut ont diminué de 1,6 milliard de dollars.

Graphique 2 Soldes des biens par zones géographiques

milliards de dollars



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.

Les exportations globales de biens ont diminué de 0,9 milliard de dollars pour se situer à 120,1 milliards de dollars. Le fléchissement des prix du pétrole brut expliquait en grande partie la réduction de 1,9 milliard de dollars des exportations de produits énergétiques. Le pétrole brut s'est replié de 2,2 milliards de dollars, tandis que le gaz naturel a augmenté légèrement en raison des hausses de prix. Les exportations de produits en métal et de produits minéraux non métalliques ont diminué de 0,5 milliard de dollars, en raison de la réduction des volumes de métaux précieux. Ces réductions ont été modérées par une augmentation de 0,6 milliard de dollars des exportations de produits agricoles et de la pêche et de produits alimentaires intermédiaires, surtout sous l'effet de l'augmentation des volumes de canola.

Les importations totales de biens ont augmenté de 0,5 milliard de dollars pour atteindre 122,9 milliards de dollars. Les biens de consommation et le matériel et les pièces de transport ont progressé de 0,3 milliard de dollars chacun. Cependant, les importations de produits énergétiques ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ce qui représentait un quatrième trimestre d'affilée de repli. Cette activité était attribuable à la diminution des achats de pétrole brut et de gaz naturel, laquelle a été partiellement contrebalancée par les hausses de volumes de produits énergétiques du pétrole raffiné.

Réduction du déficit au chapitre du commerce des services

Le déficit global du commerce des services s'est rétréci de 0,3 milliard de dollars pour s'établir à 5,9 milliards de dollars au quatrième trimestre. Les services commerciaux représentaient la majorité de cette activité. L'excédent au chapitre des services commerciaux s'est accru de 0,3 milliard de dollars, principalement sous l'effet d'une hausse

des exportations provenant surtout des services techniques et d'autres services aux entreprises. Toutefois, le déficit au chapitre des voyages internationaux a légèrement augmenté de 0,1 milliard de dollars. Cette tendance s'expliquait surtout par l'augmentation du nombre de Canadiens voyageant à l'étranger.

Augmentation du déficit des revenus de placements

Le déficit des mouvements transfrontaliers des revenus de placements s'est accru de 0,3 milliard de dollars pour atteindre 6,1 milliards de dollars au quatrième trimestre, la majorité des changements étant attribuables aux investissements directs étrangers.

Du côté des paiements des revenus de placements, les bénéfices réalisés par les investisseurs directs étrangers sur leurs opérations au Canada se sont accrus de 0,9 milliard de dollars. De plus, les intérêts payés aux non-résidents sur leurs avoirs en titres canadiens ont légèrement progressé de 0,1 milliard de dollars, surtout au chapitre des paiements exigibles et accumulés sur les obligations de sociétés libellées en devises étrangères.

Du côté des recettes, les bénéfices des investisseurs directs canadiens sur leurs opérations à l'étranger ont progressé de 0,5 milliard de dollars. Les investisseurs de portefeuille canadiens ont également enregistré une augmentation de leurs gains, en hausse de 0,2 milliard de dollars en raison d'une croissance des dividendes et des intérêts.

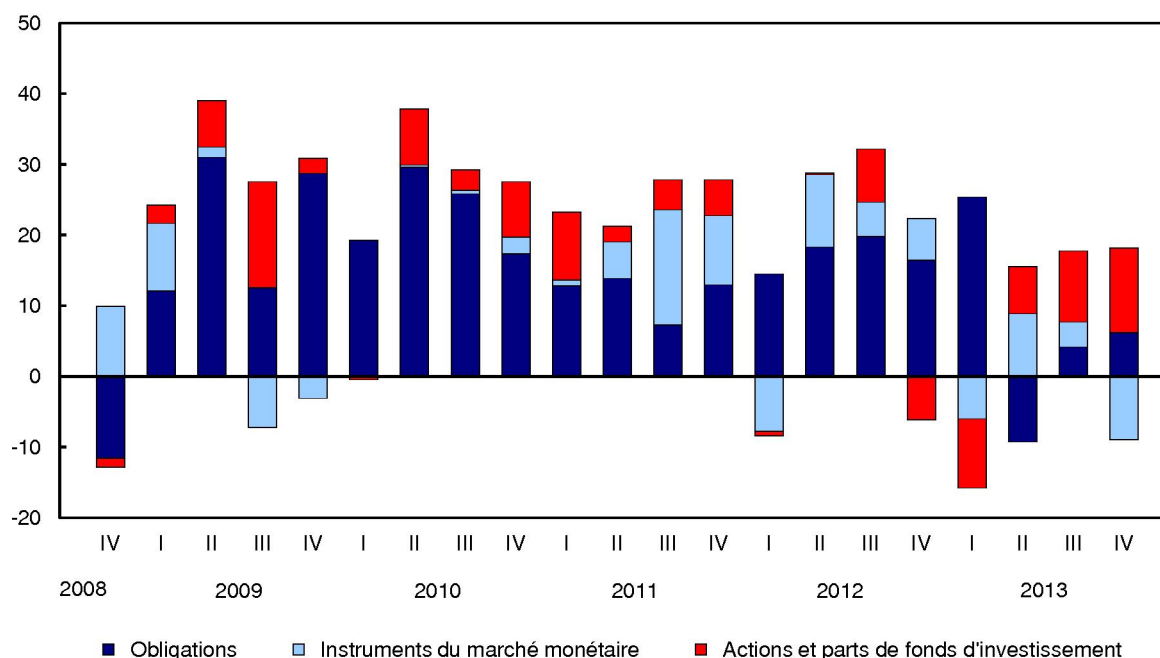
Compte financier

Les investissements étrangers en titres canadiens se concentrent dans les actions

Les investissements étrangers en titres canadiens se sont chiffrés à 9,2 milliards de dollars au quatrième trimestre. L'activité a été surtout alimentée par des achats de 12,0 milliards de dollars en actions canadiennes. Il s'agissait de l'investissement le plus important de ce genre depuis le troisième trimestre de 2009. Les cours des actions canadiennes ont augmenté de 6,5 % pendant le trimestre.

Graphique 3 Investissement étranger en titres canadiens

milliards de dollars



Toutefois, les avoirs étrangers en titres d'emprunt canadiens ont diminué de 2,7 milliards de dollars, soit le plus important désinvestissement trimestriel en plus de huit ans. Les investisseurs étrangers ont retiré 8,9 milliards de dollars du marché monétaire canadien, surtout des remboursements de bons du Trésor fédéral. Par ailleurs, ils ont ajouté 6,2 milliards de dollars en obligations canadiennes, surtout des obligations de sociétés libellées en dollars américains. Les avoirs des non-résidents en obligations des gouvernements canadiens étaient en baisse pour un troisième trimestre d'affilée.

Les investissements étrangers en titres canadiens ont considérablement ralenti en 2013 comparativement aux quatre années précédentes. Les investisseurs étrangers ont acquis pour 42,8 milliards de dollars de ces instruments en 2013, en baisse par rapport à une moyenne annuelle de 102,0 milliards de dollars enregistrée entre 2009 et 2012. L'intérêt des investisseurs s'est également tourné vers les titres de sociétés en 2013, alors que dans leur ensemble, les activités d'emprunts des gouvernements ont ralenti par rapport à la période de 2009 à 2011.

Les investissements canadiens en titres étrangers s'accélèrent

Les investisseurs canadiens ont acheté pour 11,3 milliards de dollars de titres étrangers au quatrième trimestre, ce qui représentait le plus gros investissement en un an. La majeure partie de cette activité était survenue dans les obligations étrangères, surtout des obligations du gouvernement américain. Le dollar canadien s'est déprécié par rapport à la devise américaine pendant le trimestre, en baisse de 3,0 cents américains.

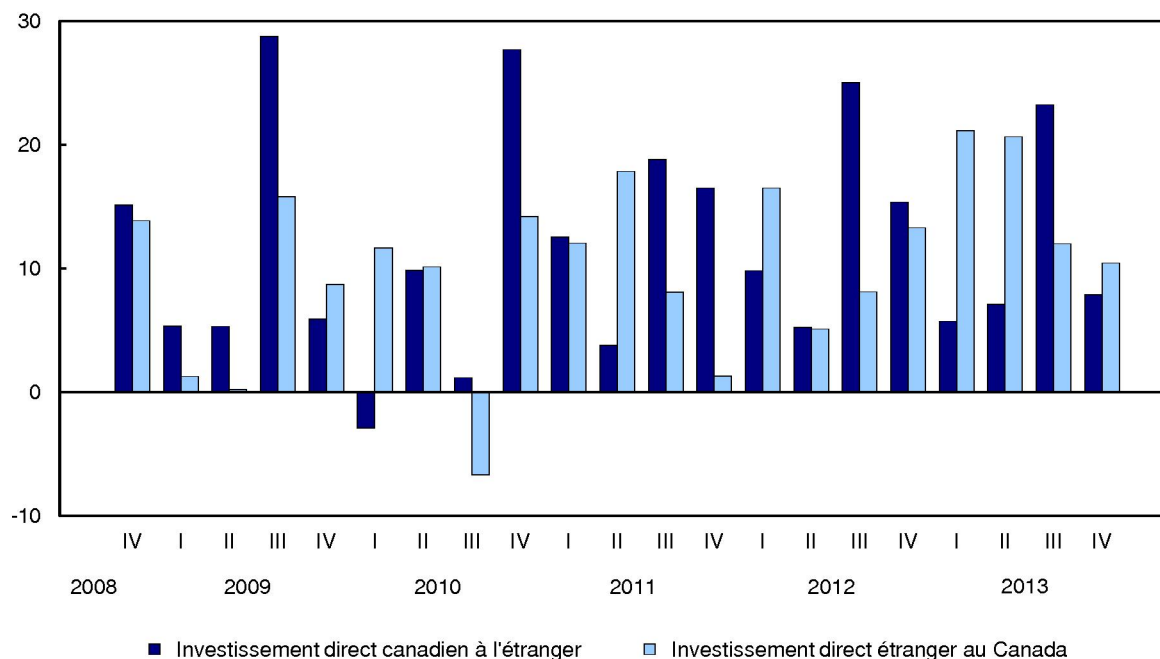
Les investisseurs canadiens ont accru leurs avoirs en obligations étrangères au cours des deux dernières années, après quatre années consécutives de désinvestissement, au moment où les préoccupations relatives aux perspectives financières mondiales étaient prédominantes. En 2013, les achats d'instruments d'emprunt étrangers ont dépassé ceux d'actions étrangères pour la première fois en sept ans. Néanmoins, les actifs sous forme d'investissements de portefeuille canadiens continuent de privilégier fortement les actions.

Les investissements directs à l'étranger et au Canada ralentissent

Les investissements directs canadiens à l'étranger se sont chiffrés à 7,9 milliards de dollars au quatrième trimestre, en baisse par rapport au montant de 23,2 milliards de dollars enregistré au troisième trimestre. Les sorties de fonds liées aux fusions et acquisitions ont ralenti et ont représenté 3,6 milliards de dollars, principalement aux États-Unis. Pour ce qui est des secteurs d'activité, les investisseurs directs canadiens ont investi la majorité des fonds dans le secteur de la finance et des assurances.

Graphique 4 Investissement direct étranger

milliards de dollars



Les investissements directs étrangers au Canada ont été de 10,4 milliards de dollars, en faible baisse par rapport au niveau d'activité du troisième trimestre. Les rentrées de fonds liées aux fusions et acquisitions sont demeurées faibles pour un troisième trimestre consécutif pour s'établir à 2,1 milliards de dollars.

Pendant l'année, les investisseurs directs étrangers ont injecté 64,2 milliards de dollars de fonds dans l'économie canadienne. La plus grosse rentrée annuelle de fonds de ce genre depuis 2008 était surtout attribuable aux investissements dans le secteur de la fabrication et celui de l'énergie et de l'extraction minière. Les investissements directs au Canada ont dépassé les investissements directs à l'étranger pour la première fois en six ans en 2013.

Les opérations du secteur bancaire génèrent une importante rentrée de fonds

Les opérations en investissements directs et de portefeuille s'étant en grande partie équilibrées, l'activité dans la catégorie des autres investissements du compte financier a généré une rentrée nette de fonds de 20,1 milliards de dollars au quatrième trimestre. Cette situation était en grande partie attribuable à une augmentation des devises et dépôts, surtout des actifs de dépôts en devises étrangères d'institutions financières étrangères et d'autres non-résidents au Canada.

Note aux lecteurs

La **balance des paiements internationaux** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents dans trois comptes, soit le compte courant, le compte capital ainsi que le compte financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions liées aux biens, aux services, à la rémunération des employés, aux revenus découlant des placements et aux revenus secondaires (transferts courants).

Les données du **compte courant** dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé *La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques*.

Le **compte capital** porte sur les transferts de capitaux et les transactions d'actifs non produits non financiers.

Le **compte financier** porte sur les transactions liées à des actifs et des passifs financiers.

En principe, un prêt net (+) / emprunt net (-) provenant de la somme du compte courant et du compte capital correspond à un prêt net (+) / emprunt net (-) provenant du compte financier. En pratique, cela est rarement le cas, puisque les données sont compilées à partir d'une multitude de sources. Cela donne donc lieu à une erreur de mesure. La **divergence** (erreurs et omissions nettes) est l'entrée ou la sortie nette non observée.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de la balance des paiements, veuillez consulter « [La foire aux questions](#) » du module Système des comptes macroéconomiques de notre site Web. Le module présente également les plus récentes statistiques de la balance des paiements.

Tableau 1
Balance des paiements – Données non désaisonnalisées

	Quatrième trimestre de 2012	Premier trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	2012	2013
millions de dollars							
Compte capital et compte courant							
Prêt net / emprunt net, des comptes courant et capital	-14 251	-15 068	-16 435	-14 645	-14 602	-62 354	-60 751
Soldes du compte courant	-14 121	-15 023	-16 434	-14 641	-14 600	-62 215	-60 698
Biens et services	-6 978	-7 043	-9 550	-8 347	-6 938	-36 221	-31 879
Biens	-1 403	776	-2 563	-3 895	-1 649	-12 016	-7 331
Services	-5 575	-7 819	-6 987	-4 452	-5 290	-24 205	-24 547
Revenus primaires	-6 748	-6 153	-6 995	-5 321	-7 462	-22 448	-25 930
Rémunération des salariés	-513	-514	-541	-558	-532	-2 037	-2 145
Revenus de placements	-6 235	-5 639	-6 454	-4 763	-6 930	-20 411	-23 785
Revenus d'investissements directs	-738	-47	-638	374	-1 266	260	-1 577
Revenus d'investissements de portefeuille	-4 955	-4 817	-4 958	-4 964	-5 002	-19 172	-19 740
Revenus d'autres investissements	-542	-775	-857	-173	-662	-1 500	-2 468
Revenus secondaires	-396	-1 827	111	-973	-200	-3 546	-2 889
Solde du compte capital	-129	-45	-2	-4	-2	-139	-53
Compte financier^{1, 2}							
Prêt net / emprunt net, du compte financier	-18 056	-10 559	-11 939	-15 958	-19 872	-63 807	-58 328
Acquisition nette d'actifs financiers	41 990	9 830	6 553	14 843	34 648	120 839	65 875
Investissement direct canadien à l'étranger	15 357	5 722	7 088	23 223	7 874	55 401	43 907
Investissement de portefeuille canadien en titres étrangers	16 973	6 680	3 764	5 460	11 284	35 141	27 188
Titres d'emprunt étrangers	12 307	2 495	5 633	3 322	11 579	11 933	23 028
Instruments du marché monétaire étranger	-659	150	939	104	393	-1 615	1 586
Obligations étrangères	12 966	2 345	4 694	3 218	11 185	13 548	21 442
Actions étrangères et parts de fonds d'investissement	4 665	4 185	-1 869	2 138	-295	23 208	4 159
Réserves officielles internationales	124	2 807	-444	1 740	766	1 697	4 868
Autres investissements canadiens à l'étranger	9 537	-5 379	-3 855	-15 580	14 725	28 600	-10 089
Prêts	-7 976	6 766	-10 953	4 582	-1 402	23 856	-1 007
Devises et dépôts	1 707	-3 417	9 608	-17 841	11 588	-402	-62
Autres actifs	15 807	-8 728	-2 509	-2 321	4 539	5 146	-9 019
Accroissement net des passifs	60 047	20 389	18 492	30 801	54 521	184 646	124 203
Investissement direct étranger au Canada	13 284	21 133	20 643	11 976	10 430	42 990	64 182
Investissement de portefeuille étranger en titres canadiens	16 195	9 547	6 272	17 744	9 226	83 205	42 789
Titres d'emprunt canadiens	22 337	19 361	-412	7 701	-2 748	82 237	23 903
Instruments du marché monétaire canadien	5 915	-5 996	8 871	3 546	-8 942	13 255	-2 521
Obligations canadiennes	16 422	25 357	-9 283	4 155	6 194	68 982	26 423
Actions canadiennes et parts de fonds d'investissement	-6 142	-9 814	6 684	10 043	11 973	968	18 886
Autres investissements étrangers au Canada	30 569	-10 291	-8 423	1 080	34 865	58 452	17 232
Emprunts	2 921	-1 484	2 364	1 097	2 945	5 731	4 922
Devises et dépôts	28 000	-9 296	-10 240	515	31 902	52 279	12 880
Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	-352	490	-547	-531	19	442	-570
Divergence (erreurs et omissions nettes)	-3 806	4 508	4 497	-1 312	-5 270	-1 453	2 423

1. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

2. Dans le compte financier, un signe positif indique une augmentation de l'investissement et un signe négatif indique une diminution de l'investissement.

Tableau 2
Compte courant – Données désaisonnalisées

	Quatrième trimestre de 2012	Premier trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	2012	2013
	millions de dollars						
Recettes du compte courant	157 225	159 722	161 717	163 383	163 709	629 007	648 530
Biens et services	136 267	139 799	140 992	142 743	142 201	546 614	565 735
Biens	115 249	118 507	119 355	120 994	120 118	462 528	478 975
Services	21 018	21 292	21 638	21 749	22 082	84 086	86 761
Voyages	4 436	4 464	4 504	4 588	4 644	17 388	18 201
Transport	3 328	3 459	3 492	3 481	3 453	13 508	13 885
Services commerciaux	12 854	13 013	13 294	13 338	13 619	51 597	53 265
Services gouvernementaux	400	354	347	342	366	1 593	1 410
Revenus primaires	18 455	17 515	17 436	18 112	18 870	72 646	71 933
Rémunération des employés	297	308	306	307	310	1 205	1 231
Revenus de placements	18 157	17 207	17 130	17 805	18 560	71 441	70 702
Revenus d'investissements directs	11 631	10 535	10 343	10 828	11 327	45 390	43 033
Intérêts	878	909	842	804	773	3 371	3 327
Bénéfices	10 752	9 626	9 502	10 024	10 555	42 019	39 706
Revenus d'investissements de portefeuille	5 217	5 340	5 414	5 616	5 802	20 574	22 172
Intérêt sur les titres d'emprunt	1 259	1 323	1 420	1 488	1 552	4 938	5 783
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	3 957	4 017	3 994	4 127	4 250	15 636	16 388
Revenus d'autres investissements	1 310	1 332	1 373	1 361	1 431	5 478	5 497
Revenus secondaires	2 503	2 408	3 288	2 527	2 638	9 747	10 861
Transferts privés	729	712	1 315	727	736	2 921	3 489
Transferts des gouvernements	1 773	1 696	1 973	1 800	1 902	6 826	7 372
Paiements du compte courant	171 853	174 399	176 927	178 184	179 717	691 222	709 227
Biens et services	144 397	147 446	149 085	150 280	150 803	582 835	597 614
Biens	117 393	119 966	121 124	122 354	122 863	474 544	486 306
Services	27 004	27 480	27 961	27 926	27 940	108 291	111 308
Voyages	8 773	8 878	9 109	9 023	9 151	35 030	36 161
Transport	5 885	5 924	6 054	6 047	5 993	23 697	24 018
Services commerciaux	12 016	12 348	12 469	12 526	12 467	48 247	49 811
Services gouvernementaux	330	330	329	330	330	1 317	1 319
Revenus primaires	24 085	23 574	24 278	24 468	25 542	95 093	97 863
Rémunération des employés	821	832	839	848	857	3 241	3 376
Revenus de placements	23 264	22 742	23 439	23 621	24 686	91 852	94 487
Revenus d'investissements directs	11 477	10 695	10 744	11 137	12 034	45 129	44 610
Intérêts	910	861	871	864	849	3 690	3 445
Bénéfices	10 567	9 834	9 873	10 273	11 185	41 439	41 164
Revenus d'investissements de portefeuille	10 161	10 151	10 441	10 568	10 752	39 745	41 912
Intérêt sur les titres d'emprunt	7 158	7 199	7 370	7 447	7 573	28 232	29 590
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	3 003	2 952	3 071	3 120	3 179	11 513	12 323
Revenus d'autres investissements	1 625	1 896	2 254	1 916	1 899	6 977	7 965
Revenus secondaires	3 371	3 380	3 564	3 435	3 372	13 293	13 750
Transferts privés	1 961	1 966	1 993	1 992	1 965	7 760	7 916
Transferts des gouvernements	1 410	1 413	1 571	1 443	1 407	5 534	5 834
Solde du compte courant	-14 629	-14 678	-15 210	-14 801	-16 009	-62 215	-60 698
Biens et services	-8 130	-7 647	-8 093	-7 537	-8 602	-36 221	-31 879
Biens	-2 144	-1 458	-1 769	-1 359	-2 745	-12 016	-7 332
Services	-5 986	-6 189	-6 324	-6 177	-5 858	-24 205	-24 547
Voyages	-4 337	-4 414	-4 605	-4 435	-4 507	-17 643	-17 960
Transport	-2 557	-2 465	-2 562	-2 567	-2 539	-10 188	-10 133
Services commerciaux	838	665	825	812	1 152	3 350	3 454
Services gouvernementaux	70	24	18	13	36	276	91
Revenus primaires	-5 631	-6 059	-6 842	-6 356	-6 672	-22 448	-25 930
Rémunération des employés	-524	-524	-533	-541	-547	-2 037	-2 145
Revenus de placements	-5 106	-5 535	-6 309	-5 816	-6 126	-20 411	-23 785
Revenus d'investissements directs	153	-160	-401	-309	-707	260	-1 577
Intérêts	-32	48	-30	-60	-76	-319	-118
Bénéfices	185	-208	-371	-249	-631	580	-1 459
Revenus d'investissements de portefeuille	-4 944	-4 811	-5 027	-4 952	-4 950	-19 172	-19 740
Intérêt sur les titres d'emprunt	-5 899	-5 876	-5 950	-5 959	-6 021	-23 294	-23 806
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	955	1 064	923	1 007	1 071	4 123	4 066
Revenus d'autres investissements	-316	-564	-881	-554	-468	-1 500	-2 468
Revenus secondaires	-869	-971	-276	-908	-734	-3 546	-2 889
Transferts privés	-1 232	-1 254	-678	-1 265	-1 229	-4 839	-4 426
Transferts des gouvernements	363	283	403	357	495	1 293	1 538

Données offertes dans CANSIM : tableaux 376-0012, 376-0013, 376-0101 à 376-0108, 376-0121, 376-0122 et 376-0124.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 1534, 1535, 1536 et 1537.

Les données de la balance des paiements internationaux pour le premier trimestre seront diffusées le 29 mai.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

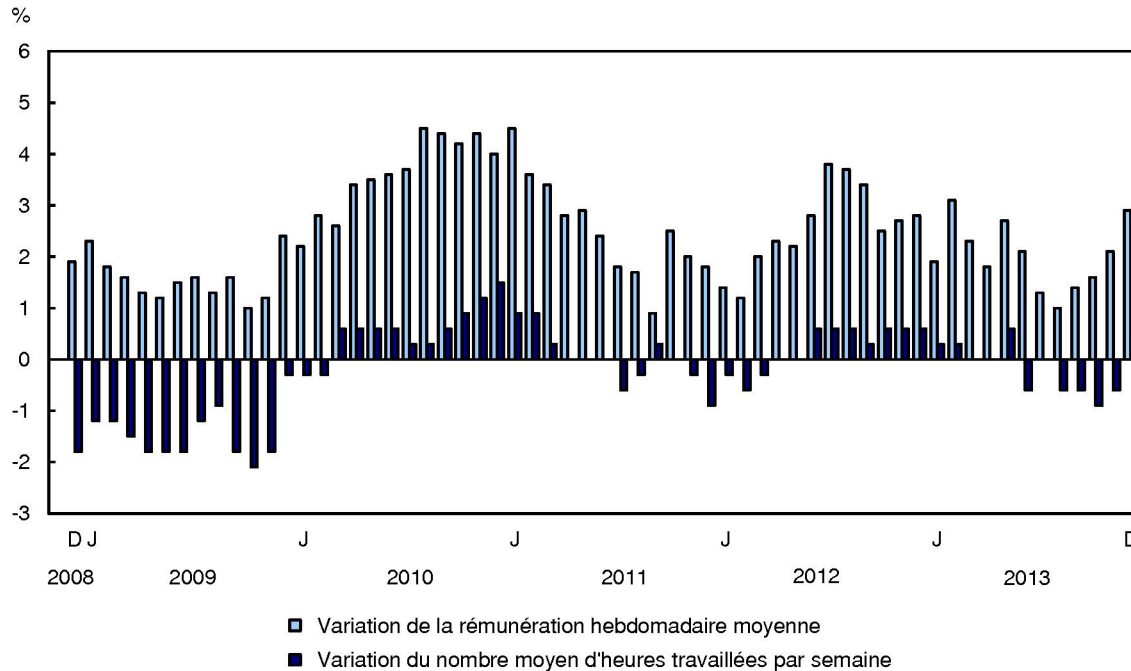
Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Caron au 613-951-1861 (denis.caron@statcan.gc.ca), Division des comptes et statistiques internationaux.

Emploi, rémunération et heures de travail, décembre 2013

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 933 \$ en décembre, en hausse de 0,9 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 2,9 %.

Graphique 1

Variation d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre moyen d'heures travaillées par semaine



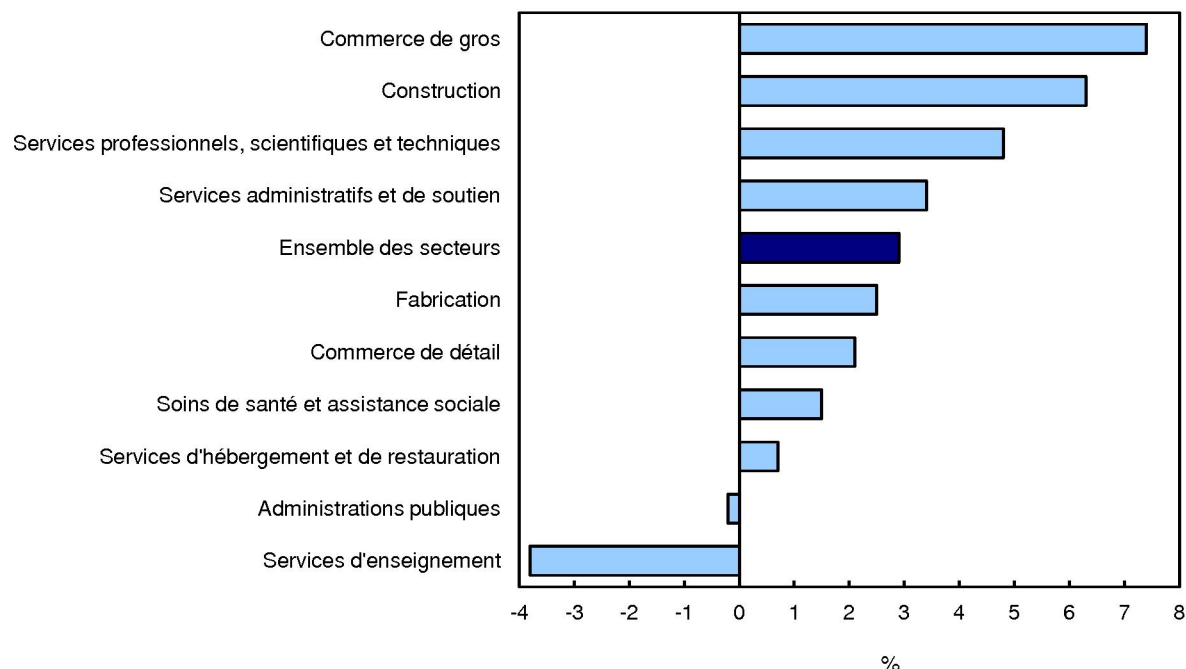
La hausse de 2,9 % de la rémunération hebdomadaire au cours des 12 mois ayant pris fin en décembre s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience de travail ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine. En décembre, les employés salariés non agricoles ont travaillé 33,1 heures par semaine en moyenne, comparativement à 32,9 heures en novembre et à 33,0 heures 12 mois plus tôt.

Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur

La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne entre décembre 2012 et décembre 2013 a été supérieure à la moyenne nationale dans 4 des 10 principaux secteurs d'activité, tout particulièrement dans le commerce de gros et dans la construction. Parallèlement, la rémunération a diminué dans les services d'enseignement.

Graphique 2

Variation d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne dans les 10 principaux secteurs, décembre 2012 à décembre 2013



Au cours des 12 mois ayant pris fin en décembre, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le commerce de gros a augmenté de 7,4 % pour se chiffrer à 1 139 \$, et les plus fortes hausses ont été observées chez les grossistes-marchands de machines, de matériel et de fournitures, chez les grossistes-marchands de produits divers ainsi que dans le commerce électronique de gros entre entreprises et chez les agents et courtiers.

Dans le secteur de la construction, la rémunération hebdomadaire a progressé de 6,3 % pour atteindre 1 239 \$, la croissance s'étant répartie dans toutes les industries de ce secteur.

Par rapport à décembre 2012, la rémunération dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques a augmenté de 4,8 % pour passer à 1 320 \$. L'essentiel de cette croissance a eu lieu dans l'architecture, le génie et les services connexes ainsi que dans les services de recherche et de développement scientifiques.

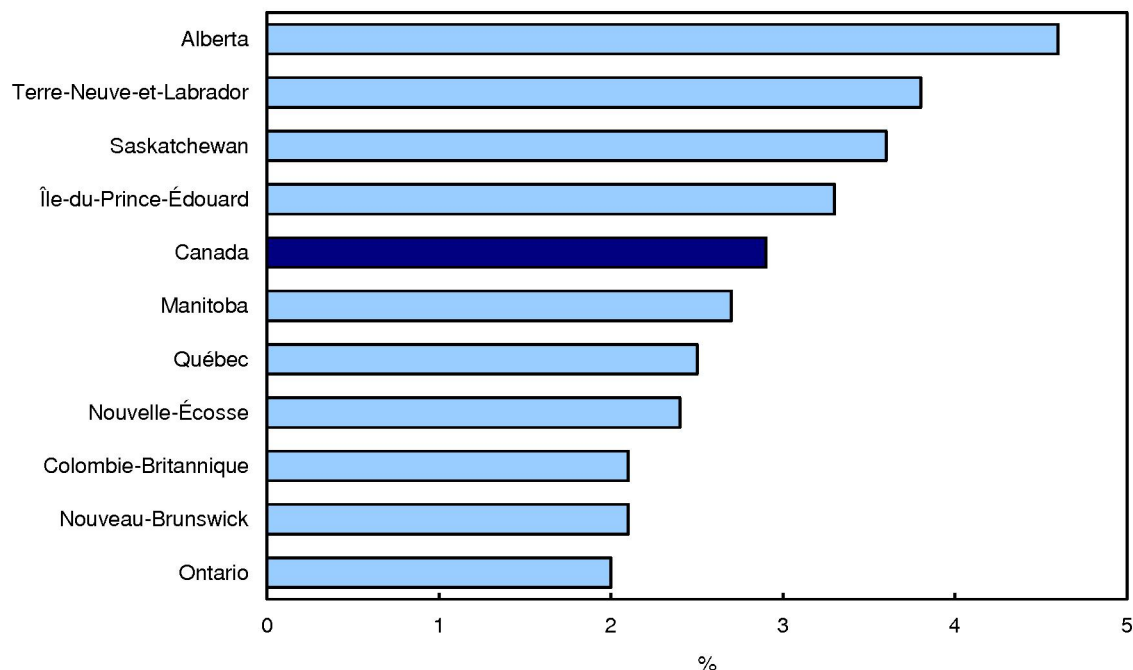
Entre décembre 2012 et décembre 2013, la rémunération moyenne dans les services administratifs et de soutien a augmenté de 3,4 % pour se fixer à 769 \$. Les hausses se sont réparties dans plusieurs industries et les plus marquées sont survenues dans les services administratifs de bureau et dans les services relatifs aux bâtiments et aux logements.

Au cours des 12 mois ayant pris fin en décembre, la rémunération dans les services d'enseignement a diminué de 3,8 % pour s'établir à 951 \$. Les plus fortes baisses ont été constatées dans les écoles primaires et secondaires ainsi que dans les collèges communautaires et les cégeps. La rémunération dans les services d'enseignement suit une tendance à la baisse depuis juillet 2013.

Rémunération hebdomadaire moyenne par province

La rémunération des employés salariés non agricoles a augmenté dans toutes les provinces au cours des 12 mois ayant pris fin en décembre. La croissance a été supérieure à la moyenne nationale dans quatre provinces, l'Alberta s'étant classée en tête de liste.

Graphique 3
Croissance d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne par province, décembre 2012 à décembre 2013



Durant les 12 mois ayant pris fin en décembre, la rémunération hebdomadaire en Alberta a progressé de 4,6 % pour atteindre 1 146 \$, principalement grâce à la croissance observée dans la construction, dans le commerce de gros, dans les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz.

À Terre-Neuve-et-Labrador, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 3,8 % pour se fixer à 969 \$. Une croissance notable a été enregistrée dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, dans la construction et dans les services d'enseignement.

Par rapport à décembre 2012, la rémunération en Saskatchewan a progressé de 3,6 % pour atteindre 966 \$. Les hausses se sont réparties dans les plus grands secteurs, y compris le secteur de la construction, le secteur de la fabrication ainsi que les commerces de détail et de gros.

À l'Île-du-Prince-Édouard, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 3,3 % pour s'établir à 769 \$, et la croissance la plus élevée a été observée dans les services professionnels, scientifiques et techniques, dans les services d'enseignement et dans les soins de santé et l'assistance sociale.

Emploi salarié non agricole par secteur

Le nombre total d'employés salariés non agricoles a diminué de 16 400 en décembre, après avoir reculé de 5 400 en novembre. Les baisses les plus prononcées en décembre ont été observées dans les services d'enseignement, dans le secteur de l'information et de la culture, dans les services administratifs et de soutien ainsi que dans les administrations publiques. Ces baisses ont été partiellement contrebalancées par des hausses dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale et dans le secteur de la finance et des assurances.

Par rapport à 12 mois plus tôt, le nombre d'employés salariés non agricoles a progressé de 155 200 ou de 1,0 %.

Parmi l'ensemble des secteurs, celui des services immobiliers, de la location et de la location à bail a affiché la croissance la plus élevée de l'emploi salarié sur 12 mois, soit 7,4 %. L'emploi dans ce secteur a suivi une tendance à la hausse tout au long de l'année.

L'emploi a aussi nettement progressé dans les services d'enseignement (+2,6 %), dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz (+2,6 %) ainsi que dans les services d'hébergement et de restauration (+2,5 %).

Depuis décembre 2012, l'emploi a sensiblement diminué dans les services publics (-3,0 %), dans le secteur de l'information et de la culture (-1,9 %) et dans le secteur de la fabrication (-1,6 %).

Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est une combinaison d'un recensement des retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada et des résultats de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, laquelle recueille de l'information auprès d'un échantillon de 15 000 établissements. Son principal objectif est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, du nombre d'emplois et du nombre d'heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Cette analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont l'objectif premier est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

À la suite de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances affichées par les données sont assez semblables.

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. L'élimination de l'effet des variations saisonnières facilite les comparaisons. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé *La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques*.

Les données sur les employés rémunérés non agricoles portent sur tous les employés rémunérés à l'heure et les salariés, ainsi que sur la catégorie des « autres employés », qui comprend les employés payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

Les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les employés rémunérés à l'heure et les salariés, et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre d'employés.

Dans chaque communiqué, les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les données du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à demander et à utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Révisions

À compter de la diffusion des données de janvier qui aura lieu le 31 mars, l'EERH s'appuiera sur une méthode supplémentaire pour attribuer les codes du SCIAN de 2012 aux entreprises. Cette modification se traduira par une baisse du niveau d'emploi salarié actuel dans la catégorie des entreprises non classées, alors que des hausses correspondantes seront observées dans diverses industries classées. Cette méthode sera appliquée rétrospectivement jusqu'en 2008.

Parallèlement, les données désaisonnalisées seront révisées à l'aide des facteurs saisonniers les plus récents. Un petit nombre d'industries feront aussi l'objet de révisions chronologiques selon la province ou le territoire. La révision chronologique de ces données remontera à 2001.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés – Données désaisonnalisées

	Décembre 2012	Novembre 2013 ^r	Décembre 2013 ^p	Novembre à décembre 2013	Décembre 2012 à décembre 2013	Novembre à décembre 2013	Décembre 2012 à décembre 2013
	dollars courants		variation en dollars courants		variation en %		
Ensemble des secteurs¹	907,27	924,59	933,36	8,77	26,09	0,9	2,9
Foresterie, exploitation et soutien	1 048,90	1 058,36	1 089,78	31,42	40,88	3,0	3,9
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	1 834,90	1 968,26	1 976,12	7,86	141,22	0,4	7,7
Services publics	1 585,19	1 717,50	1 776,62	59,12	191,43	3,4	12,1
Construction	1 165,46	1 232,15	1 238,75	6,60	73,29	0,5	6,3
Fabrication	1 024,48	1 029,06	1 050,46	21,40	25,98	2,1	2,5
Commerce de gros	1 060,03	1 091,76	1 138,65	46,89	78,62	4,3	7,4
Commerce de détail	526,40	532,03	537,62	5,59	11,22	1,1	2,1
Transport et entreposage	960,15	974,20	1 029,17	54,97	69,02	5,6	7,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 141,82	1 137,81	1 156,24	18,43	14,42	1,6	1,3
Finance et assurances	1 096,83	1 135,12	1 142,17	7,05	45,34	0,6	4,1
Services immobiliers, de location et de location à bail	889,58	900,35	936,79	36,44	47,21	4,0	5,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 259,83	1 293,46	1 320,42	26,96	60,59	2,1	4,8
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 245,89	1 325,07	1 374,34	49,27	128,45	3,7	10,3
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	744,09	742,76	769,41	26,65	25,32	3,6	3,4
Services d'enseignement	988,18	981,53	951,00	-30,53	-37,18	-3,1	-3,8
Soins de santé et assistance sociale	845,00	860,92	857,33	-3,59	12,33	-0,4	1,5
Arts, spectacles et loisirs	532,08	566,33	601,26	34,93	69,18	6,2	13,0
Services d'hébergement et de restauration	365,55	364,96	368,09	3,13	2,54	0,9	0,7
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	762,40	757,76	794,64	36,88	32,24	4,9	4,2
Administrations publiques	1 177,15	1 174,13	1 175,04	0,91	-2,11	0,1	-0,2
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	933,81	969,81	969,28	-0,53	35,47	-0,1	3,8
Île-du-Prince-Édouard	744,04	754,11	768,80	14,69	24,76	1,9	3,3
Nouvelle-Écosse	803,48	812,74	822,53	9,79	19,05	1,2	2,4
Nouveau-Brunswick	813,06	825,89	830,10	4,21	17,04	0,5	2,1
Québec	831,76	829,17	852,14	22,97	20,38	2,8	2,5
Ontario	916,29	932,55	934,50	1,95	18,21	0,2	2,0
Manitoba	841,29	852,27	863,93	11,66	22,64	1,4	2,7
Saskatchewan	932,17	956,87	965,74	8,87	33,57	0,9	3,6
Alberta	1 095,14	1 134,55	1 145,63	11,08	50,49	1,0	4,6
Colombie-Britannique	876,11	892,97	894,89	1,92	18,78	0,2	2,1
Yukon	1 004,82	1 008,08	1 007,55	-0,53	2,73	-0,1	0,3
Territoires du Nord-Ouest	1 275,66	1 345,12	1 355,11	9,99	79,45	0,7	6,2
Nunavut	962,73	1 077,79	1 109,81	32,02	147,08	3,0	15,3

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 281-0063. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.

Tableau 2
Nombre de salariés – Données désaisonnalisées

	Décembre 2012	Novembre 2013 ^r	Décembre 2013 ^p	Novembre à décembre 2013	Décembre 2012 à décembre 2013	Novembre à décembre 2013	Décembre 2012 à décembre 2013
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	15 307,9	15 479,6	15 463,2	-16,4	155,2	-0,1	1,0
Foresterie, exploitation et soutien	37,9	38,0	37,9	-0,1	0,0	-0,2	0,2
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	224,1	227,0	230,0	3,0	5,9	1,3	2,6
Services publics	120,0	117,3	116,4	-0,9	-3,6	-0,7	-3,0
Construction	913,8	931,1	928,9	-2,2	15,1	-0,2	1,7
Fabrication	1 489,4	1 464,8	1 466,1	1,3	-23,3	0,1	-1,6
Commerce de gros	761,7	766,2	767,4	1,2	5,7	0,2	0,7
Commerce de détail	1 860,2	1 881,1	1 882,4	1,3	22,2	0,1	1,2
Transport et entreposage	711,7	719,8	722,6	2,8	10,9	0,4	1,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	324,0	323,7	317,9	-5,8	-6,1	-1,8	-1,9
Finance et assurances	701,5	699,4	703,8	4,4	2,3	0,6	0,3
Services immobiliers, de location et de location à bail	254,5	271,9	273,3	1,4	18,8	0,5	7,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	800,4	813,0	813,2	0,2	12,8	0,0	1,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	107,3	105,7	104,7	-1,0	-2,6	-0,9	-2,4
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	758,4	770,5	765,9	-4,6	7,5	-0,6	1,0
Services d'enseignement	1 179,2	1 216,9	1 209,9	-7,0	30,7	-0,6	2,6
Soins de santé et assistance sociale	1 698,2	1 725,1	1 730,4	5,3	32,2	0,3	1,9
Arts, spectacles et loisirs	251,4	253,1	252,9	-0,2	1,5	-0,1	0,6
Services d'hébergement et de restauration	1 128,7	1 155,8	1 156,4	0,6	27,7	0,1	2,5
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	524,7	530,1	529,3	-0,8	4,6	-0,1	0,9
Administrations publiques	1 047,9	1 048,8	1 044,5	-4,3	-3,4	-0,4	-0,3
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	213,2	215,2	214,5	-0,7	1,3	-0,3	0,6
Île-du-Prince-Édouard	63,7	62,7	62,9	0,2	-0,8	0,3	-1,1
Nouvelle-Écosse	400,7	399,6	398,7	-0,9	-2,0	-0,2	-0,5
Nouveau-Brunswick	309,8	305,9	301,7	-4,2	-8,1	-1,4	-2,6
Québec	3 481,4	3 477,0	3 471,2	-5,8	-10,2	-0,2	-0,3
Ontario	5 827,0	5 880,0	5 873,7	-6,3	46,7	-0,1	0,8
Manitoba	573,3	583,9	581,2	-2,7	7,9	-0,5	1,4
Saskatchewan	470,8	480,9	480,2	-0,7	9,4	-0,1	2,0
Alberta	1 947,8	2 016,1	2 020,2	4,1	72,4	0,2	3,7
Colombie-Britannique	1 958,4	1 997,9	1 997,1	-0,8	38,7	0,0	2,0
Yukon	20,9	20,8	21,3	0,5	0,4	2,4	1,8
Territoires du Nord-Ouest	28,9	27,8	28,4	0,6	-0,5	2,2	-1,7
Nunavut	12,0	11,7	12,1	0,4	0,1	3,2	0,5

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 281-0063.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 281-0023, 281-0026, 281-0029, 281-0032, 281-0035, 281-0037, 281-0039, 281-0047 à 281-0049 et 281-0063.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.

Il est possible de consulter un [tableau de données](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Les données de janvier sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 31 mars.

Il est possible d'obtenir plus d'information en ligne sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G)*, à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jeannine Usalcas au 613-951-4720 (jeannine.usalcas@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Étude : Les avantages à long terme sur le marché du travail associés aux études postsecondaires, 1991 à 2010

Selon une nouvelle étude qui a observé pendant 20 ans un groupe d'hommes et de femmes, les hommes qui avaient un baccalauréat en 1991 ont gagné en moyenne 732 000 \$ de plus que ceux ayant arrêté leurs études après le diplôme d'études secondaires. Chez les femmes, l'écart correspondant était de 448 000 \$.

Grâce au couplage des données fiscales longitudinales et des données du Recensement de 1991, l'étude a suivi des personnes de 1991, lorsqu'elles avaient 35 ans, jusqu'en 2010, lorsqu'elles en avaient 54. Les personnes étaient groupées selon leur niveau de scolarité le plus élevé en 1991. Les résultats sur le marché du travail des titulaires d'un baccalauréat ou d'un certificat d'études collégiales ont été comparés à ceux des titulaires d'un diplôme d'études secondaires. Afin de tenir compte de l'inflation, les montants sont exprimés en dollars constants de 2010.

En moyenne, les hommes ayant un diplôme d'études secondaires ont gagné 975 000 \$ au cours de la période de 20 ans, alors que ceux qui avaient un baccalauréat ont gagné 1 707 000 \$. Les hommes ayant un certificat d'études collégiales ont gagné 247 000 \$ de plus que ceux qui avaient un diplôme d'études secondaires.

Des tendances similaires étaient manifestes chez les femmes. En moyenne, les femmes ayant un diplôme d'études secondaires ont gagné 525 000 \$ au cours des deux décennies, alors que celles ayant un baccalauréat ont gagné 973 000 \$. Les femmes titulaires d'un certificat d'études collégiales ont gagné 179 000 \$ de plus que celles ayant un diplôme d'études secondaires.

En outre, comparativement aux titulaires d'un diplôme d'études secondaires, les titulaires d'un certificat d'études collégiales et d'un baccalauréat ont subi moins de mises à pied et ont accumulé plus d'années de participation à un régime de retraite d'employeur pendant la période à l'étude.

Le document de recherche « L'investissement d'une vie? Les avantages à long terme sur le marché du travail associés aux études postsecondaires » qui fait partie de la série *Direction des études analytiques : documents de recherche* (11F0019M), est maintenant accessible sur notre site Web à partir du module *Parcourir par ressource clé*, sous *Publications*.

Des études semblables peuvent être consultées dans le module [Mise à jour sur la recherche sociale](#) de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marc Frenette au 613-951-3852 (marc.frenette@statcan.gc.ca), Division de l'analyse sociale.

Refuges pour femmes violentées, 2012

Le 18 avril 2012, dans le cadre de l'Enquête sur les maisons d'hébergement (EMH), on a dénombré 601 refuges pour femmes violentées au Canada. À cette date de l'instantané de l'enquête, 4 566 femmes et 3 570 enfants à charge résidaient dans un refuge. Près des trois quarts de ces femmes (74 %) s'y trouvaient principalement parce qu'elles avaient été victimes de violence, ce qui représente un taux de 23 femmes pour 100 000 femmes âgées de 15 ans et plus au Canada.

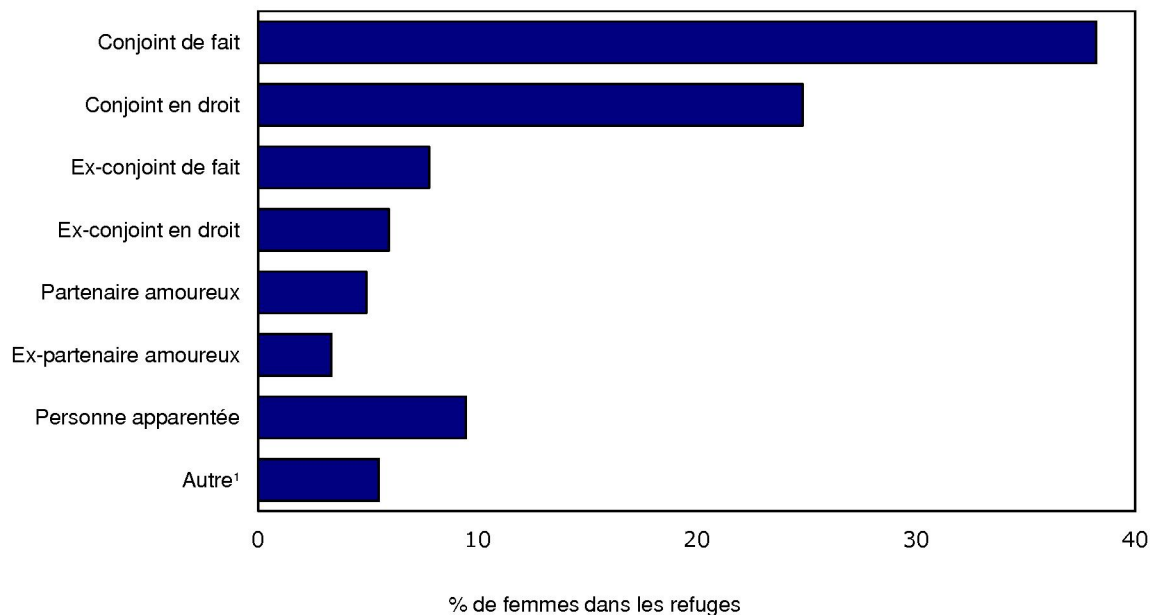
La majorité des femmes et des enfants résidant dans un refuge le 18 avril 2012 se trouvaient dans une maison d'hébergement (34 %), une maison d'hébergement de deuxième étape (25 %), un refuge d'urgence (22 %) ou un centre d'urgence pour femmes (13 %). La proportion restante de 5 % des femmes demeuraient dans un autre type d'établissement, comme un réseau de maisons d'hébergement ou un logement provisoire.

Environ le tiers (33 %) des femmes qui se trouvaient dans un refuge au Canada le jour de l'instantané y avaient séjourné auparavant. Le taux de réadmission le plus élevé a été enregistré dans les refuges d'urgence, où, au jour de l'instantané, près de la moitié (49 %) des résidentes y avaient déjà séjourné.

Les femmes hébergées dans un refuge le 18 avril 2012 ont déclaré diverses raisons pour lesquelles elles cherchaient à y être admises. En moyenne, chaque femme a indiqué cinq raisons différentes de chercher refuge, la majorité d'entre elles ayant mentionné la violence psychologique (68 %) et la violence physique (52 %).

Parmi les femmes qui ont indiqué que la violence était la principale raison les ayant motivées à chercher refuge le jour de l'instantané, la plupart (68 %) ont déclaré que l'agresseur était leur partenaire intime actuel. Par ailleurs, 17 % des femmes ont mentionné que leur agresseur était un ex-partenaire intime.

Graphique 1
Lien de l'agresseur avec la victime chez les femmes hébergées dans les refuges, Canada, le 18 avril 2012



1. Comprend les fournisseurs de soins, les amis, les connaissances, les symboles d'autorité et les autres liens non indiqués.

Parmi les femmes qui ont cherché refuge principalement pour fuir une situation de violence le 18 avril 2012, plus de la moitié (53 %) étaient accompagnées de leurs enfants. Plus du quart (27 %) des femmes hébergées n'avaient pas d'enfants ni de responsabilités parentales, alors que 19 % étaient venues au refuge sans leurs enfants.

Les responsables des refuges ayant répondu à l'EMH ont déclaré que les situations de violence qui poussent les femmes à chercher refuge sont rarement signalées à la police. En ce qui concerne la situation de violence la plus récente, les refuges ont déclaré qu'une minorité des incidents de violence (32 %) avaient été portés à l'attention de la police.

Le 18 avril 2012, 379 femmes et 215 enfants se sont vu refuser l'admission dans un refuge au Canada. Le manque de place dans le refuge représente la raison la plus fréquente du refus, ce qui correspond à plus de la moitié (56 %) de tous les cas de refus.

Note aux lecteurs

Le présent rapport est fondé sur les données de la plus récente Enquête sur les maisons d'hébergement, une enquête nationale bisannuelle menée auprès des établissements d'hébergement qui offrent un refuge aux femmes victimes de violence et à leurs enfants. Cette enquête vise à recueillir des renseignements qui permettront d'établir le profil des services d'hébergement offerts aux femmes violentées et à leurs enfants au cours des 12 mois précédents, de même qu'à fournir de l'information sur la clientèle servie.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 256-0013 à 256-0015 et 256-0017.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3328.

L'article du bulletin *Juristat* : « Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2012 » (85-002-X) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. Choisissez *Tous les sujets*, ensuite *Crime et justice*, puis *Juristat*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Services de restauration et débits de boissons, décembre 2013

Les ventes de l'industrie des services de restauration et des débits de boissons ont diminué de 1,1 % pour s'établir à 4,6 milliards de dollars en décembre, ce qui a contrebalancé l'augmentation enregistrée au cours des deux mois précédents. L'indice des prix des aliments achetés au restaurant s'est accru de 0,3 % en décembre.

En décembre, les quatre secteurs de l'industrie ont affiché des ventes plus faibles par rapport à novembre, les baisses étant partiellement attribuables aux conditions météorologiques dans de nombreuses régions du pays. Les ventes du secteur des restaurants à service complet ont diminué de 0,3 % et celles du secteur des restaurants à services restreints, de 1,9 %. Les ventes du secteur des services de restauration spéciaux, qui comprend les entrepreneurs en services alimentaires, les traiteurs et les cantines mobiles, ont baissé de 0,5 %, tandis que celles du secteur des débits de boissons ont reculé de 0,9 %.

Toutes les provinces ont enregistré une diminution des ventes en décembre. Le Québec et l'Alberta ont affiché les baisses les plus marquées en dollars. La Saskatchewan a enregistré une baisse de 5,0 %, après avoir connu une forte croissance en novembre, laquelle était en partie attribuable au championnat de la 101^e coupe Grey tenu à Regina.

Tableau 1
Services de restauration et débits de boissons – Données désaisonnalisées

	Décembre 2012	Septembre 2013 ^r	Octobre 2013 ^r	Novembre 2013 ^r	Décembre 2013 ^p	Novembre à décembre 2013	Décembre 2012 à décembre 2013
	milliers de dollars					variation en %	
Ventes totales des services de restauration	4 459 332	4 617 515	4 658 435	4 666 110	4 616 707	-1,1	3,5
Restaurants à service complet	1 924 581	1 995 225	2 006 185	2 011 993	2 005 136	-0,3	4,2
Établissements de restauration à service restreint	1 954 399	2 039 396	2 060 500	2 065 980	2 027 271	-1,9	3,7
Services de restauration spéciaux	382 134	388 706	397 335	391 958	389 951	-0,5	2,0
Débits de boissons	198 218	194 188	194 415	196 179	194 349	-0,9	-2,0
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	64 371	67 436	69 918	70 822	68 860	-2,8	7,0
Île-du-Prince-Édouard	16 497	16 796	17 441	17 961	17 476	-2,7	5,9
Nouvelle-Écosse	110 284	111 788	111 441	110 433	106 881	-3,2	-3,1
Nouveau-Brunswick	83 011	82 597	82 410	82 269	79 964	-2,8	-3,7
Québec	863 525	881 638	888 872	892 114	876 020	-1,8	1,4
Ontario	1 725 286	1 766 632	1 784 270	1 787 881	1 784 950	-0,2	3,5
Manitoba	126 404	134 494	136 525	136 930	135 098	-1,3	6,9
Saskatchewan	140 267	146 916	149 258	151 247	143 706	-5,0	2,5
Alberta	653 807	695 522	698 282	694 687	685 119	-1,4	4,8
Colombie-Britannique	662 307	700 919	706 308	707 916	705 088	-0,4	6,5
Yukon	5 126	5 099	5 393	5 523	F	F	F
Territoires du Nord-Ouest	6 915	6 524	7 164	7 133	F	F	F
Nunavut	1 532	1 155	1 154	1 194	F	F	F

^r révisé

^p provisoire

F trop peu fiable pour être publié

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Note aux lecteurs

Toutes les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées et exprimées en dollars courants. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, consultez le document intitulé La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques.

Les données désaisonnalisées sont révisées pour les trois mois précédents. Les données sont aussi révisées annuellement. Les révisions améliorent la qualité et la cohérence des données et sont basées sur des renseignements qui ne sont pas accessibles au moment de l'estimation initiale.

Données offertes dans CANSIM : tableau 355-0006.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2419.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Carey Olineck au 613-951-1984 (carey.olineck@statcan.gc.ca), Division des industries de service.

Statistiques laitières, décembre 2013

Il est maintenant possible de consulter les statistiques laitières de décembre pour le Canada et les provinces.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 003-0007 à 003-0012, 003-0029, 003-0033 et 003-0034.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 3430, 3431 et 3432.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier, 2012

Il est maintenant possible de consulter les données de 2012 de l'industrie des bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 352-0005 et 352-0018.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 4706.

La publication *Bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier, 2012* (63-238-X), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. Elle contient les faits saillants de l'industrie ainsi que des données financières, y compris les revenus, les dépenses et les marges bénéficiaires d'exploitation.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Janine Stafford au 613-951-3288 (janine.stafford@statcan.gc.ca), Division des industries de service.

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier, 2012

Numéro au catalogue 63-238-X (HTML | PDF)

Juristat

Numéro au catalogue 85-002-X (HTML)

Nouvelles études

Direction des études analytiques : documents de recherche : « L'investissement d'une vie? Les avantages à long terme sur le marché du travail associés aux études postsecondaires », n° 359

Numéro au catalogue 11F0019M2014359 (HTML | PDF)

Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2012

Juristat



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>